

La forte augmentation des salaires minimaux ces deux dernières années dans tous les pays de la région semble avoir eu une « effet contagion » important sur la hausse des salaires moyens. En effet, tous les États de la région ont connu, sur les 24 derniers mois, une hausse à deux chiffres de leurs salaires minimaux (cf. tableau 1). Les échéances électorales, nombreuses dans la région, ont vraisemblablement alimenté ces hausses « administratives ». C'est ainsi clairement le cas en Hongrie où, le salaire minimum avait été relevé début 2022 de 19,5% (200 000 HUF soit 546 EUR) en amont des élections législatives d'avril puis à nouveau de 16% le 1^{er} janvier 2023 (232 000 HUF soit 580 EUR). On notera également, en amont des élections générales polonaises prévues l'automne prochain, le relèvement du salaire minimum polonais le 1^{er} janvier 2023 à 3490 PLN (759 EUR). Une nouvelle hausse en juillet 2023 portera celui-ci à 3600 PLN (783 EUR), soit une augmentation totale de 19,6% par rapport à 2022. Pour rappel, le montant du SMIC polonais a été doublé depuis la prise du pouvoir du PiS en 2015.

Tableau 1. Evolution du salaire minimum entre 2021 et 2023 (en monnaie locale).

	1 ^{er} Janvier 2021	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023	Variation 2023/2021
Estonie	584 EUR	654 EUR	725 EUR	24,1 %
Hongrie	161 000 HUF	200 000 HUF	232 000 HUF	44,1 %
Lettonie	500 EUR	500 EUR	620 EUR	24 %
Lituanie	642 EUR	730 EUR	840 EUR	30,8 %
Pologne	2 800 PLN	3 010 PLN	3 490 PLN	24,6 %
Slovaquie	623 EUR	646 EUR	700 EUR	12,4 %
Tchéquie	15 200 CZK	16 200 CZK	17 300 CZK	13,8 %

Sources : Instituts de données nationaux, wageindicator.org

Dans la région, l'augmentation de certains salaires est alimentée par le contexte de pénurie de main d'œuvre qualifiée, qui renforce la vivacité du dialogue social. La hausse au 1^{er} janvier 2023 de 8,4% du salaire minimum slovaque pour atteindre les 700 EUR est perçue depuis Bratislava comme le fruit d'un compromis « historique » entre les partenaires sociaux. Par ailleurs, en dépit d'un taux de syndicalisation plus faible que la moyenne OCDE (11,3% contre 15,9%), les syndicats slovaques conservent une influence notable dans certains secteurs moteurs de l'économie notamment l'automobile et la santé. Ces deux secteurs ont connu justement des mouvements sociaux récents aboutissant à des hausses de salaires. En Tchéquie, selon les estimations de la Banque centrale, le dialogue entre les partenaires sociaux a conduit à une hausse moyenne de 4,7% des salaires nominaux en 2022. Néanmoins, on relève que le pays a connu début 2023 un important mouvement de grève

dans l'industrie (fabricant de pneus Nexen) ayant débouché sur une hausse des salaires de 8 % dans cette entreprise.

2) Mais qui n'a pas permis un maintien du pouvoir d'achat sur la dernière année...

S'ils connaissent tous une hausse notable des salaires nominaux, les pays d'Europe centrale et balte se caractérisent aussi ces dernières années par une forte inflation parmi les plus élevées de l'UE (cf tableau 2). Si cette inflation a été portée en 2022 entre autres par les conséquences de la guerre en Ukraine, la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, celle-ci était déjà particulièrement significative en 2021¹.

Tableau 2. Taux d'inflation en glissement annuel (IHPC).

	T4 décembre 2021	T4 décembre 2022
Estonie	12 %	17,5 %
Hongrie	7,4 %	25 %
Lettonie	7,9 %	20,7 %
Lituanie	10,7 %	20 %
Pologne	8 %	15,3 %
Slovaquie	5,1 %	15 %
Tchéquie	5,4 %	16,8 %

Source : Eurostat

Au final, au vu des chiffres disponibles pour l'année 2022, il apparaît que la croissance rapide des salaires nominaux sur cette période n'a pas permis de compenser l'inflation dans la région Europe centrale et balte qui a donc connu une évolution **négative des salaires réels en 2022**. Selon les estimations disponibles à date, les pays les plus durement touchés par la contraction des salaires réels en 2022 seraient la Lettonie (-12,9% au troisième trimestre 2022) et la Tchéquie (-9,8%) (tableau 3).

La Hongrie a connu une situation particulière en 2022. Alors que l'inflation était encore contenue (12,6 % en juin 2022 en g.a), la croissance des salaires réels a été positive au premier semestre 2022 (+3,3% en juin 2022 en g.a.) tirée par l'augmentation du salaire minimum et par les primes successives accordées au secteur de la fonction publique. L'inflation a en revanche fortement progressé au second semestre (22,5 % en novembre 2022 en g.a) ce qui a en définitive érodé le salaire réel en fin d'année (-4,7% en novembre 2022 en g.a.).

¹ Cf. [Note : « Europe centrale et balte, une inflation partie pour durer ? »](#)

En Pologne, les salariés connaissent une situation meilleure, la baisse des salaires réels ayant été limitée à 2,1% en 2022. Pour autant, les perspectives pour 2023 ne sont pas particulièrement optimistes pour les salariés. D'après les analystes d'institutions financières, l'augmentation en 2023 du salaire réel moyen devrait être faible, autour de 0,5%, la croissance des salaires nominaux attendue (13,5%) n'étant que marginalement supérieure au taux d'inflation escompté (13%). Dans ses prévisions de novembre dernier, la Banque centrale polonaise prévoit même une baisse des salaires en termes réels avec une croissance des salaires 2023 à un rythme toujours soutenu (11,9%), mais inférieur au taux d'inflation prévu (13,1%).

Tableau 3. Estimation de l'évolution des salaires réels moyens en 2022.

	Estimation de l'évolution des salaires réels en g.a.
Estonie	ND
Hongrie	-4,7% (novembre 2022)
Lettonie	-12,9 % (T3 2022)
Lituanie	ND
PL	-2,1% (2022)
SK	-4% (T3 2022)
CZ	-9,8% (T3 2022)

Source : Instituts de données nationaux

3) ...impactant la demande intérieure.

La baisse de pouvoir d'achat induite par la contraction des salaires réels produit déjà des effets visibles sur l'économie réelle locale. Ainsi, l'économie tchèque a connu une récession technique en fin d'année 2022 (-0,2% au T3 2022 en g.a.) notamment en raison de la réduction de la consommation réelle (-5,7% au T3 2022 en g.a.). Certains observateurs s'attendent à ce que la consommation continue de se rétracter en 2023 (-1,9% selon la banque Société Générale). Néanmoins, les ménages tchèques comptent toujours un taux d'épargne relativement élevé (15%), qui pourrait amortir à court terme les effets de leur perte de pouvoir d'achat.

En Pologne et en Hongrie, la croissance de la consommation intérieure s'est progressivement estompée au cours de l'année. La hausse de la consommation polonaise est ainsi passée de 6,7% en g.a. au T1 2022 et 6,4% au T2 à 0,9% seulement au T3. De son côté, la consommation des ménages hongrois a atteint un pic en mai 2022 (+11,1% en g.a.) avant de se tasser passant à 4,5% en juin puis à 0,6% en novembre 2022 peu avant que le gouvernement hongrois ne lève le gel des prix du carburant.

En revanche, la consommation privée a réussi à se maintenir en 2022 dans les pays baltes grâce, semble-t-il, à l'utilisation de l'épargne accumulée pendant la pandémie. On n'observe pas encore de répercussions de la perte de pouvoir d'achat des ménages sur la consommation privée, mais une diminution de la consommation privée est prévue en Estonie et en Lettonie pour 2023, par les banques centrales concernées.

4) Vers un risque de boucle prix-salaires ?

La concomitance d'une forte inflation et de hausses importantes de salaires nominaux (et notamment des salaires minimaux) dans les pays d'Europe centrale et balte a fait craindre l'émergence d'une boucle prix-salaires dans la région. Les données disponibles tempèrent cette inquiétude, en faisant apparaître une baisse généralisée des salaires exprimés en termes réels. Conscients du risque que représente une boucle prix-salaires, certains acteurs économiques locaux ont même clairement annoncé ne pas vouloir indexer la hausse des salaires sur l'inflation. Le ministre tchèque du Travail M. Marian Jurečka, a ainsi déclaré récemment que ce serait « *renoncer en fait à lutter contre l'inflation en cas d'indexation des salaires sur l'inflation* ». Face aux tensions sur les prix de l'énergie et de première nécessité, en privilégiant des mesures ponctuelles (primes, boucliers tarifaires) appelées à disparaître, plutôt que des hausses généralisées de salaires, les gouvernements de la région ont en général, réussi à éviter l'enclenchement de boucle prix-salaires. De la même façon, un certain nombre d'entreprises estoniennes ont publiquement annoncé préférer réduire leurs embauches plutôt que consentir à des prétentions salariales indexées sur l'inflation.

Si on a assisté dans plusieurs pays à de fortes hausses des minima salariaux, en particulier à l'approche d'échéances électorales, force est de constater qu'à ce stade, l'effet de contagion sur l'ensemble des salaires a été relativement limité, amenant à une perte de pouvoir d'achat qui peut apparaître importante dans certains pays. Dans ce contexte, si le scénario, privilégié aujourd'hui, d'une baisse de l'inflation à partir du second semestre 2023 se confirme, le spectre d'une telle boucle pourrait s'éloigner. En revanche, en cas de réalisation du scénario adverse de la persistance d'une inflation élevée en 2023, tout risque de déclenchement d'une boucle inflation-salaires ne peut être écarté, en particulier dans les pays qui connaîtront des échéances politiques cette année.

Annexe 1 : Salaire moyen ajusté par employé (EUR/an)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
R. Tchèque	12 435	13 062	14 427	15 987	17 130	16 826	18 189
Estonie	13 639	14 540	15 543	17 086	18 430	19 450	21 481
Lettonie	12 059	12 981	13 899	14 883	16 024	16 815	18 707
Lituanie	10 786	11 453	12 548	13 501	18 362	19 497	21 741
Hongrie	9 653	9 764	10 890	11 437	12 128	11 788	12 618
Pologne	11 096	11 146	12 086	13 071	14 047	14 327	14 431
Slovaquie	12 390	12 741	13 299	13 986	14 859	15 343	16 162
UE 27	29 685	30 157	30 849	31 511	32 508	32 286	33 511

Source : Eurostat

Annexe 2 : Evolution du salaire mensuel moyen nominal brut (Chiffres trimestriels exprimés en monnaie locale).

	T3 2021	T1 2022	T3 2022
Estonie	1 553 EUR	1 593 EUR	1 679 EUR
Hongrie	428 100 HUF	511 400 HUF	504 100 HUF
Lettonie	1 302 EUR	1 297 EUR	1 384 EUR
Lituanie	1 586 EUR	1 718,3 EUR	1 787,1 EUR
Pologne	5 657,3 PLN	6 235,22 PLN	6 480,67 PLN
Slovaquie	1 185 EUR	1 212 EUR	1 296 EUR
Tchéquie	37 563 CZK	37 967 CZK	39 858 CZK

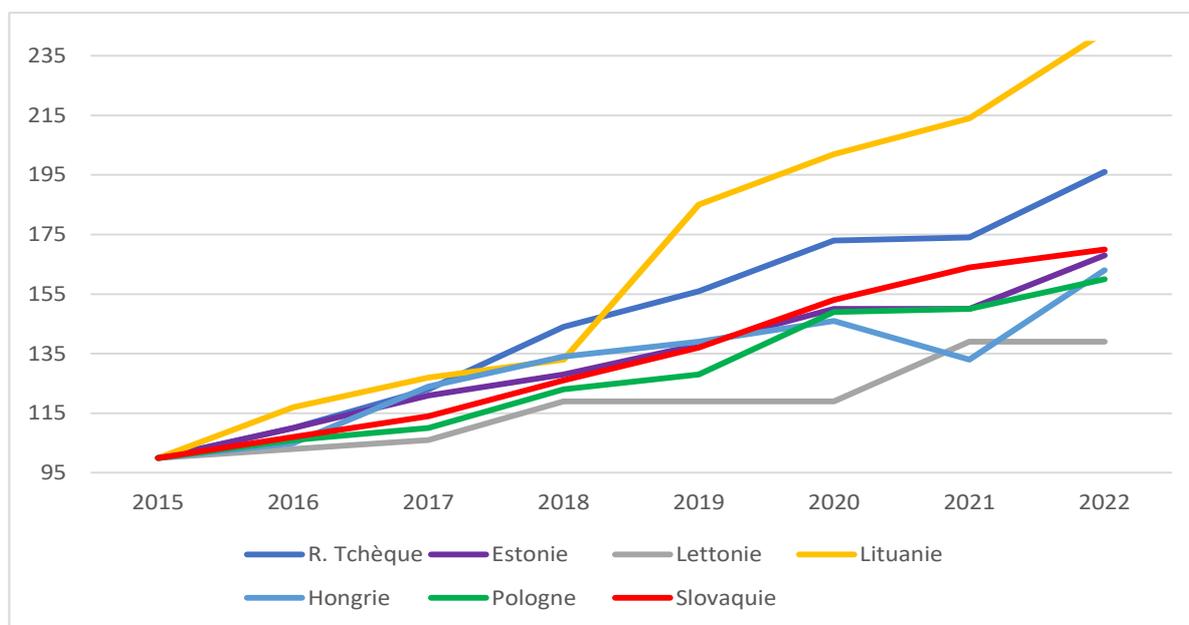
Source : Instituts nationaux de données

Annexe 3 : Salaire minimum brut mensuel dans l'Union européenne

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
R. Tchèque	332	366	407	478	519	575	579	652
Estonie	390	430	470	500	540	584	584	654
Lettonie	360	370	380	430	430	430	500	500
Lituanie	300	350	380	400	555	607	642	730
Hongrie	333	351	412	445	464	487	442	542
Pologne	410	434	453	503	523	611	614	655
Slovaquie	380	405	435	480	520	580	623	646

Source : Eurostat

Annexe 4 : Evolution du salaire minimum dans l'Europe centrale et balte (2015 = 100)



Source : Eurostat

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga
Revu par : Anselme IMBERT

Pour s'abonner : cezary.toboja@dgtrésor.gouv.fr